

CENI-C14, la guerre de tranchée

P.3

Editorial

Démagogie politique

P.3

Encore une mosquée profanée

Les auteurs défient Yark

P.4

Crise politique

Ce que Bodjona chuchote à Akufo Addo

P.5

Médias/ Radio Lomé

Les 65 ans...face aux nouveaux défis !

La station de radiodiffusion nationale, Radio Lomé, a bouclé ses 65 ans d'existence le lundi dernier. Plusieurs activités ont meublé cet anniversaire axé sur les défis d'une meilleure prestation, dans un monde médiatique plus concurrentiel.

Ce jour du 13 août 1953 émettait du paysage médiatique national, la toute première radiodiffusion, Radio Lomé. Ceci, avec pour devise d'informer et de procurer du plaisir, mais dans le divertissement et l'éducation des populations. Le lundi 13 août dernier, la « Mère des Radios » du Togo et « Station du plaisir » a bouclé ses soixante-cinq (65) ans d'existence à travers le temps et l'espace.

Les festivités de ce soixante-cinquième (65^{ème}) anniversaire ont démarré depuis 9 août. Début des festivités : 09 août avec des causeries-débats entre responsables et le personnel de la radio. Au travers de ces fructueux échanges, la Di-

rection générale de la radio nationale, à sa tête, TAKOU John Abalo, entend réfléchir, au mieux, à la recherche des voies et moyens pour de meilleures prestations. Surtout dans un environnement communicationnel devenu, aujourd'hui, saturé et de plus en plus concurrentiel.

Les festivités ont connu leur apothéose, lundi, par une Journée Portes Ouvertes (JPO) d'expositions, suivie d'un grand débat sur les nouveaux défis de la radio.

Mais avant, une prière musulmane a été dite le vendredi 10 août, à la Mosquée Centrale de Lomé. A suivi, le lendemain, un match de football opposant Radio Lomé FC et FTF FC. A l'arrivée, ce match dont le coup



Franck Missité, le Directeur de Cabinet du Ministère en charge de la communication visitant, avec d'autres officiels, les expositions

d'envoi a été donné par Franck Missité, le Directeur de Cabinet du Ministre en charge de la Communication, s'est soldé par un score de 1 but partout (1-1). Toutefois, Radio Lomé FC enlève le

Trophée de fair-play, mis en jeu pour la circonstance.

Une messe dite dimanche, pour la circonstance, permettra à la « Mère des Radios » du Togo d'atteindre ses objectifs futurs. La « Station du Plaisir » qui, sur la centaine de personnel qu'elle emploie au quoti-

dien, ne compte que 27 fonctionnaires d'Etat. Le reste de l'effectif se compose des pigistes et volontaires. Un gros défi à relever, en perspective, en termes de normalisation du statut des hommes et femmes qui animent la vie de cette radio.

Magloire TEKO

Médias togolais et crise politique actuelle

Les journalistes appelés à plus de responsabilité

Quel rôle citoyen devra jouer le journaliste en période de crise ? C'est autour de cette interrogation qu'une trentaine de professionnels de la communication togolais se sont retrouvés, le samedi 11 août dernier, à Kpalimé. A l'arrivée de ce séminaire de formation organisé par le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) à l'endroit de ses membres, les journalistes sont appelés à plus de responsabilité.



Table d'honneur

Aider les patrons de presse togolais à s'approprier les fondamentaux du métier du journalisme. C'est l'objectif principal visé par le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) en organisant à l'intention de ces

derniers, la rencontre de Kpalimé axée sur le thème : « *Le journalisme en période post-crise, quelle contribution des médias pour un retour à la normale ?* ».

« L'objectif est d'outiller les médias sur leurs

responsabilités pendant et après une crise et d'appeler les médias à plus de responsabilité au cours de ces périodes », a expliqué Arimiyo Tchagnao. Et de préciser que la démarche de son conseil vise surtout à rappeler aux journalistes, les règles éthiques et déontologiques de la profession.

Pour ce faire, quatre (04) thématiques ont été débattues par les confrères Vincent Kavegue, Augustin Sizing, Lucien Mensah et Dr Kalipé. Il s'agit du « *Rôle citoyen du journaliste en période de crise et en période post-crise* », « *La régulation, l'autorégulation et l'autocensure pour un journalisme responsable : regard croisé entre normes et pratiques du journalisme* », « *Historique du rôle des médias dans les situations de crise : cas du Togo* » et « *Rôle et responsabilité du journaliste en période de crise et poste-crise* ».

Au terme de cette rencontre d'échanges et de partages, les participants, après s'être approprié les fondamentaux du métier, sont appelés à plus de responsabilité dans la période de crise que connaît actuellement le Togo.

La rédaction

Au terme de cette rencontre d'échanges et de partages, les participants, après s'être approprié les fondamentaux du métier, sont appelés à plus de responsabilité dans la période de crise que connaît actuellement le Togo.

AVIS DE DECES

Le chef canton d'Alédjo Kadara
L'Eglise communautaire des Elus de Christy (ECEC)
Epouse ZIANGBE Brigitte Ayélé née VONOO, Inspectrice des Impôts, Chef de division OTR, ses frères, soeurs, cousins et cousines.

Mr OURO BITASSE Agnoro à Kara

Les familles parentes, alliées et amies profondément touchées de vos nombreuses marques de sympathie et d'affections que vous leurs avez témoigné de diverses manières lors du décès de leur très chère et regrettée :



ASSOUMANOU Safoura dites maman Alléluia commerçante à Kara, décédée le 22 Juillet 2018 à Lomé à l'âge de 62 ans,

Vous renouvellent leurs sincères remerciements, vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après.

Programme :

Vendredi 17 Août 2018 : 18H30 à 21H, veillé funèbre à l'Eglise Communauté des Elus de Christ (ECEC) situé au quartier Kpimboua carrefour Y en face du collège Adèle.

Samedi 18 Août : 5H à 7H exposition du corps dans la maison mortuaire, maison AMOUZOU

Kodjo en face de l'ancien SANILI MOTO,

8H à 10H : culte d'enterrement à l'Eglise Communauté des Elus de Christ,

10H30 : enterrement au cimetière municipal de Lama

11H30 : salutations d'usage sur le parvis de l'Eglise Communauté des Elus de Christ (ECEC)

Dimanche 19 Août : 07 H à 10H, culte d'action de grâce à l'Eglise de Communauté des Elus de Christ (ECEC).

EDITORIAL

Démagogie politique

La lutte pour l'alternance au pouvoir est à la croisée des chemins sur la Terre de nos Aïeux. Le mérite revient au PNP d'avoir réussi le 19 août 2017 ce que nombre de partis politiques et de regroupements politiques ne sont jamais arrivés à faire depuis les grandioses manifestations du CST en 2013. Le second mérite est la présence d'esprit du parti rouge à remettre le flambeau allumé à toute l'opposition pour une symbiose d'action.

La méthode a réussi à conduire les protagonistes à une feuille de route de la Cédéao, des propositions de sortie de crise qui ouvrent un boulevard à l'alternance. S'il y a des fleurs à jeter au parti au pouvoir, c'est sa propension à prendre de la hauteur pour considérer des décisions qui, en réalité, ne l'arrangent pas comme une victoire. Si de l'autre côté s'imposent des pierres à jeter à la coalition de l'opposition, elle en sortira complètement défigurée dans sa stratégie inculte de vouloir tout en même temps, manquant au passage du respect à ces hommes d'Etat de la Cédéao qui s'évertuent à sortir le pays d'un chaos politique.

Les vieilles habitudes de la maison qui ont plombé la lutte démocratique depuis les années 90 sont de nouveau portées au-devant de la scène, cette démagogie politique qui consiste à flatter le peuple par des messages qui, au finish, n'atteignent pas leur objectif. La lutte qui s'impose à cette heure spéciale mérite beaucoup plus de tact, de malice politique, de ruse et de nouvelle stratégie dont seul un animal politique a le secret.

Le temps n'est plus aux discours flatteurs, aux promesses de gascon qui continuent de fragiliser l'opposition. Les échecs répétés des manifestations annoncées tambour battant sont un signal fort que la lutte a besoin d'actions réfléchies et non de discours belliqueux. Le peuple togolais a fait montre de sa détermination en servant de bouclier humain et n'est plus prêt à faire des sacrifices dont il sort toujours perdant. Il semble que ce message, la coalition de l'opposition n'est pas arrivée à le décoder après les échecs des actions d'envergure annoncées çà et là.

Tour de Jéricho, dernier assaut, marche de la colère.... Jamais, les murs qui séparent le peuple de l'alternance ne sont tombés, l'assaut final n'a jamais eu lieu pour dégager Faure du pouvoir, la colère populaire n'a pas atteint le pouvoir de Lomé que l'on annonce un ouragan intenable. Qu'est-ce qui symbolise cet ouragan et il arrive d'où pour balayer quoi sur son passage ? Brigitte Adjmagbo-Johnson peut-elle éclairer la lanterne des Togolais ?

Le paradoxe demeure sur le plan politique et surtout dans le camp de l'opposition. Pendant qu'on lui trace le chemin, elle veut se jeter à l'eau...

Démagogie politique...Quand tu nous tiens

Isaac Tonyi

Mise en oeuvre de la feuille de route de la Cedeao

CENI-C14, la guerre de tranchée

Le principal débat politique de l'heure, c'est celui autour de l'annonce de la reprise des activités de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI). Les voix sont dissonantes sur le sujet. Pendant que l'institution de Kodjona Kadanga estime relancer ses activités, conformément aux recommandations de la feuille de route de la CEDEAO, la Coalition des 14 formations politiques (C14), elle, s'y oppose et parle de « provocation ». Toutefois, mettre un terme au statu quo serait d'agir, mais avec objectivité et délicatesse.

«Le statu quo n'est plus possible au Togo », disait en substance, en juillet dernier, lors de sa visite de travail au Nigeria, le président français, Emmanuel Macron. Sous le leadership des médiateurs ghanéen et guinéen, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a rendu, le 31 juillet, sa feuille de route pour une sortie de crise apaisée au Togo. L'annonce de la reprise des activités de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) se veut donc l'une des résultantes des recommandations de la communauté sous- régionale. Et

mise en œuvre complète de ces réformes telles que recommandées, seul le Togo s'en sortira grand démocratiquement.

Toutefois, ces réformes qui devront logiquement être sanctionnées par la tenue des législatives, le 20 décembre prochain, sont tenues d'être le fruit d'un travail consensuel entre les acteurs. C'est justement en cela qu'il faut relever le caractère peu consensuel et peu précipité de la démarche de la CENI qui, convient-il de le rappeler, a annoncé la semaine dernière, la reprise du processus d'installation de ses démembrements

Vu tout l'arsenal mis en place par la Communauté sous -régionale autour de la mise en œuvre de ces réformes politiques, il est plus judicieux pour cette Coalition d'occuper dès à présent, ses sièges jusqu'alors vacants...Car, de tout calcul politique fait, il serait illusoire pour la C14, dans la composition actuelle (17 membres), de songer que le pouvoir lui laisserait la majorité à la CENI.

dans la foulée, les 21 Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) connaissent certains de ses membres. Sauf qu'est née derrière la sortie de la CENI, une réaction de désapprobation sur la manière.

CENI- C14 : Guerre de tranchée

En décortiquant, de fond en comble, chacune des recommandations de la CEDEAO, l'on en vient aisément à s'accorder sur l'efficacité de la méthode gagnante adoptée par la médiation. Celle de concertation permanente des acteurs politiques qui, in fine, n'a fait ni de gagnant, ni de gagné. Avec la

et la préparation du recensement des électeurs. Ceci, en vue de disposer d'un nouveau fichier électoral conforme à l'esprit de la feuille de route.

Même si le caractère inclusif évoqué par la CEDEAO dans la feuille de route n'enlève en rien, la légitimité et prérogative de la Commission électorale, la sensibilité de l'actualité aurait toutefois recommandé à cette institution, une bonne dose de délicatesse dans les démarches, au point de ne pas souffler de plus sur la braise, déjà allumée.

Cependant, rejeter systématiquement l'initiative, sous prétexte qu'elle



Kadanga Kodjona, Pdt de la CENI

émane d'une « institution illégale » et dont les actions porteraient en elles, les germes d'un « ouragan », serait d'une légèreté de la part de la C14. Nonobstant la recommandation de la CEDEAO sur le caractère inclusif de la CENI, cette institution, bien qu'incomplète est et demeure, sur la base de la loi 2012-002 du 29 mai 2012 portant Code électoral l'instituant, une autorité administrative indépendante disposant de prérogatives et de puissance publiques et jouissant d'une autonomie d'organisation et de fonctionnement. A ce titre, elle peut décider, en toute indépendance et parallèlement à toute négociation politique, de son organigramme.

Ce qu'il y a lieu de faire !

Vu tout l'arsenal mis en place par la Communauté sous -régionale autour de la mise en œuvre de ces réformes politiques, il est plus judicieux pour cette Coalition d'occuper dès à présent, ses sièges jusqu'alors vacants, quitte à saisir après, le Comité de suivi, dans son rôle de gendarmerie, sur toutes insuffisances qu'elle relèverait à chaque étape du processus.

Voilà ce qu'il y a lieu de faire et cela relève tout simplement de l'objectivité politique. Par conséquent, toute autre démarche contraire à celle-ci, serait, à nos yeux, peu objective, voire infructueuse. Car, de tout calcul politique fait, il serait illusoire pour la C14, dans la composition actuelle (17 membres), de songer que le pouvoir lui laisserait la majorité à la CENI.

Magloire TEK0

ARRÊT SUR IMAGES

Les enfants de rues

Le phénomène des enfants de rues est loin de dire son dernier mot dans la capitale togolaise. Au jour le jour le film qu'illustre si bien la photo ci-contre déverse dans nos rues et surtout sur la plage de Lomé ces angelots mal servis par le sort qui les a faits pousser sur une terre d'infortune. Mais, exception faite de certaines associations caritatives et la phalange d'organisations non gouvernementales à pied d'œuvre sur le terrain, la tragédie qui étend ses tentacules au nez et à la barbe de tout le monde semble tomber dans une indifférence malséante et coupable. Et pourtant, c'est un secret de polichinelle que les fils du destin de ces enfants de rues sont intimement liés aux nôtres dans la toile d'araignée qu'est la société. Il urge donc que



retrouve droit de cité la charité chrétienne qui oblige à tendre la main aux nécessiteux. Et ce faisant, ces âmes errantes qui se brisent dans la drogue, le racket et la misère et dorment dans les rues peuvent occuper valablement, dans un futur proche, leur place comme rouage essentiel dans la machine communautaire.

L'Etat togolais doit aussi jouer son rôle d'avant-garde pour couper les ailes au phénomène en mettant sur pied un palmarès de structures étatiques ayant ses agents bien formés dont la mission charnière et cardinale sera d'accueillir et de diriger ces enfants de rues vers des centres de formations et d'éducation.

Oscar SEKAYA

Assurance Maladie

Désormais étendue aux Volontaires nationaux de compétences

Après les fonctionnaires togolais et leurs ayants-droits, c'est désormais le tour des Volontaires nationaux de compétences de bénéficier de la couverture sociale Assurance Maladie. La cérémonie de lancement officiel, présidée par Victoire Tomégah-Dogbé, le ministre en charge de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, s'est tenue, le jeudi 09 août dernier, à Lomé.

Paraphé devant le représentant du gouvernement togolais, des fonctionnaires des deux institutions impliquées, des bénéficiaires et la presse, le document contenant cette convention se veut le fruit d'une collaboration aboutissant entre l'Agence Nationale de Volontariat du Togo (ANVT) et l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM).

Désormais, ils sont quelques 3800 volontaires nationaux et leurs ayant-droits à être pris en compte par l'assurance maladie. Et ce qui concerne son

opérationnalisation, la convention est prise en charge par l'ANVT à travers une cotisation mensuelle des bénéficiaires, sans aucune retenue sur leurs allocations. Une politique de protection qui permettra désormais aux Volontaires d'être plus motivés et mieux faire face à la mission à eux assignée.

D'où justement le sentiment de satisfaction exprimé par le ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. Pour Victoire Tomégah-



Echange de documents entre Omar Agbangba, DG ANVT et Myriame Dossou, DG INAM

Dogbé, cette convention permettant désormais aux volontaires nationaux estimés aujourd'hui à 2208 et leurs ayants-droits d'être pris en charge médicalement, au besoin, a pour mission d'aider les jeunes volontaires, diplômés ou pas, à avoir accès facile aux

soins de santé.

Cette couverture médicale qui vient s'ajouter à celle du risque professionnel, à en croire le Directeur général de l'ANVT, Omar Agbangba, vient, en un mot, « renforcer la confiance du jeune volontaire et ef-

facier au mieux, les risques qui peuvent entamer son engagement ».

La Directrice générale de l'INAM, Myriame Dossou a, pour sa part, rappelé aux bénéficiaires, la nécessité pour eux de faire bon usage de cet outil précieux de protection sociale apporté aux Togolais, sur impulsion du Chef de l'Etat. « Le Projet d'assurance maladie vient prémunir ces volontaires contre la vulnérabilité et la précarité. Il renforce leur engagement et efface désormais leurs inquiétudes liées à l'insuffisance de moyens financiers pour l'accès à des soins de santé de qualité », a-t-il expliqué.

Jaurès KINVI

Economie/ Aide publique au développement

Le Togo mobilise 217 milliards de frs CFA au titre de l'année 2017

Fonds permettant de poursuivre les investissements dans les domaines stratégiques, des infrastructures, de la santé, du développement agricole, de la sécurité alimentaire et de la lutte contre les inégalités sociales, l'Aide Publique au Développement(APD) reste d'un apport capital pour le Togo.

217 milliards de frs CFA, c'est la somme mobilisée par le Togo au titre de l'année 2017. C'est ce qui ressort du rapport bilan de l'Aide Publique au Développement présenté le 09 août dernier. Ce rapport indique aussi que le Togo a mobilisé sur la période 2006-2015, la somme de 3283, 54 millions de dollars avec une variation inter annuelle de 147,53 millions de dollars. Sur

la même période, le rapport fait état d'une hausse de ressources mobilisées au titre des APD qui passent de 3,9% en 2006, à 5,5% en 2015. A la même période, le taux d'endettement a fortement baissé de 67,49% à 25,6%. Sur le plan international, l'Aide Publique au Développement des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique(OCDE) a lé-

gèrement baissé en 2017, par rapport à l'année précédente. Cette baisse est de l'ordre de 0,6% pour un montant total de 14,6 milliards de dollars. Le constat qu'affiche ce rapport est encore loin de répondre aux préconisations des Etats- Unis qui sont de l'ordre de 0,7% pendant que l'on enregistre sur le plan international, 0,31% du PNB consacré à l'APD.

Notons que les Etats -Unis restent en tête des pays donateurs tandis que la France a augmenté son aide de 15% en 2017.

IT

Encore une mosquée profanée

Les auteurs défient Yark

Un, deux, trois et quatre, la profanation des mosquées se poursuit à Lomé et plus précisément dans la préfecture d'Agoènyivé. Le sacrilège qui a cours depuis quelques semaines prend de l'ampleur avec le défi que lancent ces fauteurs de trouble aux hommes du général Yark Damehame, le patron de la sécurité intérieure et de la protection civile.

24 heures après avoir martelé sur les ondes d'une chaîne internationale que les moyens sont mis en œuvre pour retrouver les auteurs de ces profanations et les punir conformément aux lois en vigueur dans le pays, une quatrième mosquée est incendiée. Ceci dans la nuit du 14 au 15 août à Agoè Sogbossito. Il s'agit de la grande mosquée de la localité. Le mécanisme de profanation est le même : des exemplaires de coran brûlés et la mosquée incendiée. Les auteurs

de ces actes ont donc envoyé un signal fort à Yark Damehame qui frise la défiance et fait peur. Le risque d'une crise inter communautaire se profile à l'horizon et peut prendre corps si les éléments du général Yark, connus pour leur promptitude et la rigueur de leur renseignement, ne démasquent ces individus mal intentionnés. Le général Yark Damehame, pour se faire une idée de la situation, s'est rendu sur les lieux des forfaits et avait promis que, désormais , les lieux de culte seront

sous protection mais il semble que cette sécurité comporte encore des failles qui profitent aux malfaiteurs. Il urge que les enquêtes aboutissent rapidement pour situer les responsabilités afin que dans cette histoire, la communauté exposée ne cherche à se faire justice. Plus ces enquêtes durent, plus les profanations continuent, plus on envoie le pays dans une spirale macabre. Pour l'heure, en attendant que les enquêtes n'aboutissent, l'intervention du chef de l'Etat peut servir à apaiser la tension naissante pour éviter un débordement inter-communautaire.

La paix sociale n'a pas de prix, le chef de l'Etat doit continuer par la préserver.

IT

LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées avec TVA / sans TVA

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 800 FCFA~~ **2 700 FCFA**

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

FLAMBEAU

Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité *des Démocrates*

Nous sommes journalistes

Crise togolaise

Ce que Pascal Bodjona chuchote à Nana AKufo Addo

S'il est un vide à combler aujourd'hui dans l'entourage du président Faure Gnassingbé pour contenir ou résoudre la crise que traverse le Togo depuis maintenant 12 mois, c'est bien celui laissé par Pascal Bodjona. Accusé de rage par ceux qui veulent le noyer, cet ancien collaborateur du Chef de l'État qui excellait dans l'art de démêler les situations des plus inextricables est aujourd'hui tombé en disgrâce, écarté de toute gestion des affaires publiques après avoir été jeté en prison comme un délinquant. Mais le facilitateur ghanéen, Nana Akufo Dankwa Addo (et même Allassane Ouattara) à qui la réputation du fils de Kouméa n'échappe pas, se fait fort de le consulter, chaque fois que les circonstances l'exigent, pour débrouiller le dossier togolais.

Que ce soit en sa qualité de Directeur de Cabinet du président de la République ou de ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, la contribution de Pascal Bodjona, pour la mise en œuvre de la vision de Faure Gnassingbé, a été, pour le moins, agissante : **« Si Pascal avait été écouté par Faure après les élections de 2010,**

et une médiocrité hautement préjudiciables à la branche sur laquelle il est assis. Laissé à son triste sort, le Chef de l'État se débat pour éviter d'être emporté par le cyclone d'une contestation qui, à la faveur des facteurs exogènes, se fait de plus en plus envahissante. Partout dans le monde, on ne parle que de cette crise et de Faure Gnassingbé qualifié à tort de tous les noms



Pascal Bodjona

« technocrate et pas politique »

Aujourd'hui, Faure Gnassingbé manque cruellement d'un porte-parole du gouvernement capable de se faire écouter par la masse sans tenir des propos malheureux, offensifs, provocateurs ou adopter des attitudes activistes. Depuis l'éjection

vir de pont entre lui et ses adversaires politiques de la C14, un animal politique capable de mener en toute confiance, des négociations qui portent. Qu'on l'aime ou pas, Pascal Bodjona a ses qualités. Faure Gnassingbé demeure, dans la cohue de la crise, la seule personnalité dans son entourage à être populaire. Les autres, presque tous, hormis quelques uns à compter au bout du doigt, s'apparentent à des parasites plus que jamais préoccupés à profiter de leur poste juteux.

Solitoki , le dur mal, aimé par les nouveaux venus

L'autre qui peut faire le job valablement, c'est le cacique, stratège et animal politique, Solitoki Ezzo. Mais le « patriarche », par rapport à l'obligation de réserve à laquelle l'astreignent ses fonctions et son rang et surtout par sagesse, se met en retrait en se gardant de prendre une quelconque initiative sans l'auto-

Pascal Bodjona est aujourd'hui, **« en réserve de la République »**. Vivement son retour sur la scène politique, s'impatientent ses nombreux admirateurs qui s'agacent de son silence sépulcral.

Au niveau du parti au pouvoir, beaucoup, surtout les aigris souhaitent son retour à la maison pour contribuer à la normalisation d'une situation à la limite de la pourriture et qui fait du Togo, un bateau ivre en perdition. Côté opposition, on lui fait également la cour et on attend de lui, une déclaration publique pour soutenir la lutte et surtout, la C14 car, prévient un cadre du FDR très remonté, **« Quand on aura achevé le combat sans lui, qu'il ne pense pas pouvoir nous dribbler pour tirer des dividendes »**.

Voilà qui est dit ! En politique, si le silence peut avantager des fois, il peut aussi détruire. Autant avec le silence, l'on peut tout avoir, autant on peut tout perdre avec le même silence. Quant à Pascal Akoussoulou Bodjona, il demeure égal à lui-même selon son entourage, c'est-à-dire, serein, débordant d'humilité et d'esprit d'initiatives bref, en pleine possession de toutes les facultés lui permettant de s'imposer comme un interlocuteur incontournable dans le dossier togolais. Chaque fois que l'occasion lui permet de s'exprimer sur la question devant le facilitateur, il ne cache jamais son attachement au pays. Il faut, dit-

« S'il était encore autour de Faure, cette crise aurait trouvé depuis des mois, une solution sans l'intervention de la CEDEAO. Il n'hésiterait pas un seul instant, de prendre son téléphone en privé pour rencontrer et parler, un à un, avec les responsables de la C14, avec le style convaincant dont seul, il a le secret... »

lorsqu'il conseillait la nécessité à ce dernier d'aller vite aux réformes prescrites par l'APG, on n'en serait pas là aujourd'hui ; notre pays ne serait pas à la une de l'actualité des médias internationaux dans une crise politique qu'on pouvait éviter », relève un ministre, Conseiller du président de la République visiblement dépassé par la situation. **« ...On a préféré lui attribuer des intentions présidentielles pour ensuite lui coller une affaire d'escroquerie internationale et finalement l'envoyer en prison, juste pour le dénigrer et l'humilier »**, renchérit un journaliste animateur d'une émission de grande écoute, le même jour en visite dans le bureau du ministre.

Pascal, la pièce maîtresse qui manque à Faure

Au lieu d'aider Faure Gnassingbé à gérer au mieux cette situation interminable de crise que traverse le Togo, l'entourage de ce dernier a lamentablement montré ses limites en s'empêtrant dans un immobilisme

d'oiseaux.

A l'exception de Gilbert Bawara qui se démerde parfois bien, mais souvent mal, tout le reste de la « Garde rapprochée » de Faure, se cache derrière de faux alibis de « technocrates » pour se dérober de leurs responsabilités comme le rapporte si bien le Journal **« Focus Info »** dans sa dernière parution : **« Au plus fort de la contestation, où le pouvoir était inaudible, voire aphone, Bawara seul a incontestablement incarné la voix de la majorité, au moment où bon nombre de ses pairs et amis parfois plus autorisés, comme devrait leur suggérer leur poste, fonction ou position, se planquaient et évitaient les micros. Les médias, y compris internationaux, sevrés de porteur officiel de la parole présidentielle avec beaucoup de personnalités dont pourtant c'est le rôle et la vocation première, évaporées dans la nature, lorsqu'elles ne se cachent pas derrière le fallacieux argument de**

de Pascal Bodjona pour des raisons que tout le monde connaît, personne n'est plus nommé officiellement à ce poste. Pascal a le don de savoir parler à tout le monde et de convaincre. Il maîtrise l'art d'accrocher et de persuader ses interlocuteurs (opposant radical ou partisan du pouvoir) par ses propos qui captivent même si on n'est pas de son avis. **« S'il était encore autour de Faure, cette crise aurait trouvé depuis des mois, une solution sans l'intervention de la CEDEAO. Il n'hésiterait pas un seul instant, de prendre son téléphone en privé pour rencontrer et parler, un à un, avec les responsables de la C14, avec le style convaincant dont seul, il a le secret. Ce qui manque à Faure c'est cela : la personne capable de mener des négociations d'arrière boutiques avec la C14 »**, admet un Conseiller à la Primature.

Comme on le voit, ce qui manque à Faure Gnassingbé, c'est une pièce maîtresse, **un collaborateur à même de ser-**

Pour ce qui est de la candidature ou non de Faure Gnassingbé en 2020, Pascal Bodjona répond : « Ce n'est pas un débat de la rue. Il faut laisser... »

risation de son patron, Faure Gnassingbé. **« Autour du président, la jeune Garde ne le supporte pas, lui et les autres anciens, oubliant que sans leur courage en 2005, eux, les nouveaux venus, ne seraient pas où ils se trouvent aujourd'hui »**, commente un cadre membre du bureau exécutif de UNIR.

Ce que chuchote BODJONA à l'oreille du facilitateur Nana Akufo Addo

Selon ses proches,

il au facilitateur « préserver la stabilité, éviter toute violence venant de la population ou de l'armée afin que le pays retrouve le standard démocratique à travers des réformes profondes qui aboutiront à des élections à 2 tours et la limitation du mandat présidentiel ». Pour ce qui est de la candidature ou non de Faure Gnassingbé en 2020, Pascal Bodjona répond : **« Ce n'est pas un débat de la rue. Il faut laisser la latitude à la Cour constitutionnelle de trancher »** le moment venu. **Loiclas**

Côte d'Ivoire/ Simone Gbagbo

Quel avenir politique ?

Elle est libre depuis une semaine, à la faveur de l'amnistie accordée à quelques 800 prisonniers politiques, par le Président Alassane Ouattara. Une semaine déjà que l'ex-première dame Simone hume le vent de la liberté et de courage politiques. Emotion et satisfaction passées, l'heure est aux questionnements. Quel sera désormais l'avenir politique de la « Dame de fer » ?

Alors que l'opinion nationale et internationale s'y attendait le moins, le Président ivoirien, Alassane Dramane Ouattara (ADO) a joué un grand coup en amnistiant quelques 800 prisonniers politiques ivoiriens de la crise postélectorale de 2010-2011. La surprise étant encore plus grande du fait de la figuration du nom de l'ancienne première dame, Simone Gbagbo, sur la liste des « heureux élus ». Une fois libérée, cette dernière enchaîne visite et audience dans sa Résidence privée de Riviera Cocody.

Outre les mots de reconnaissance, de paix et de réconciliation, Simone Gbagbo ne s'est pas encore prononcée sur son avenir politique. Qu'à cela ne tienne, les hypothèses vont bon train au sein de l'opinion, surtout dans un contexte politique en passe d'être redimensionné. Une libération qui vient dans la foulée d'une tentative avortée de la coalition des Houphouëtistes et la tentative de



Simone Gbagbo

rapprochement entre le PDCI, la désormais ex- alliée du RDR, avec le Front Populaire Ivoirien (FPI) sont des raisons de plus à nourrir les hypothèses de l'avenir politique de celle qui est une figure de proue du parti de son mari, l'ancien Président Laurent Gbagbo, et de son régime.

Simone Gbagbo sera-t-elle candidate pour la présidentielle de 2020 ? Bien malin saura l'affirmer. Toutefois, interrogé par la Radio France Internationale (RFI), l'essayiste camerounais, André Julien Mbem, qui se prépare à publier, à la rentrée, chez Harmattan, son ouvrage intitulé « Introduction à la pensée politique de Laurent Gbagbo », y va de son analyse et se fait sa petite idée. « Simone Gbagbo, ce n'est pas n'importe qui. C'est l'une des cofondatrices du Front

Populaire Ivoirien (FPI), une femme qui a une stature de femme d'Etat et sa libération rebat les cartes au sein du jeu politique », a-t-il analysé, dans un premier temps.

De loin, ce dernier dit voir désormais en l'ancienne première dame, compte tenu de son parcours et expérience, un acteur politique incontournable avec lequel il faut compter pour les échéances à venir. « Simone Gbagbo étant libre, jouissant de sa stature historique, de sa maîtrise du parti, ancienne présidente du groupe parlementaire Front Populaire Ivoirien à l'Assemblée Nationale, non seulement elle rétrécit le champ politique de Guillaume Soro, elle rétrécit le champ politique du PDCI d'Henri Konan Bédié », a affirmé André Julien Mbem.

Toutefois, l'essayiste camerounais pense que cette dernière reste la seule à situer, le moment venu, l'opinion ivoirienne et internationale sur ses ambitions politiques. « Simone Gbagbo est amnistiée. Simone Gbagbo a une véritable stature politique. Elle a la légitimité historique. Elle est passée par l'épreuve du feu et cela compte en politique. Donc, à elle seule, elle est un symbole », a-t-il dit. Mais de toute analyse faite, il semble voir en elle, un sérieux prétendant à la succession de ADO plus que décidé à léguer le pouvoir à une nouvelle génération, dès 2020. « Il faut reconnaître qu'il y a de nombreux Ivoiriens qui se reconnaissent encore sur le plan sociologique du discours de Simone Gbagbo... », a fait comprendre André Julien Mbem.

Désormais, les regards sont orientés vers les élections municipales et régionales d'octobre prochain, lesquelles lèveront le voile sur les ambitions de chaque parti et de chaque acteur, dans la perspective de 2020.

MT

Second tour de la Présidentielle au Mali

En attendant les résultats, Soumaila Cissé proteste !

Le dimanche 12 août dernier, quelques 8,5 millions de Maliens se sont rendus aux urnes, pour le compte du second tour de la présidentielle. En attendant les premiers chiffres officiels de la Commission nationale de centralisation des résultats, le candidat Soumaila Cissé crie à la fraude.

Qui de Ibrahim Boubakar Keita (IBK) ou de Soumaila Cissé remportera la présidentielle d'août 2018 au Mali ? La question reste entière et tous retiennent leur souffle. Si le premier semble véritablement glaner le maximum des 40% d'abstenus au premier tour.

Déjà, les missions d'observations rendent les conclusions de leurs missions. Pour Cécile Kyenge, chef de la Mission d'observation de l'Union



Soumaila Cissé

rités procédurales », a laissé entendre celle qui est également l'ex- ministre de l'Intégration en Italie.

Parallèlement à la mission de l'UE, la Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali (COCEM) se questionne, elle, sur des chiffres du premier tour. Ces questionnements portent essentiellement sur les résultats officiels de 100% affichés dans 110 bureaux de vote pour le candidat IBK, et ceux de 100% affichés pour le candidat Soumaila Cissé dans 6 bu-

reaux de vote. Fait marquant, tous ces résultats record, affirme le COCEM, émanent du centre et du nord du pays où l'on a noté des perturbations.

Aussi, selon le COCEM, sur 1300 Bureaux de vote, 80% des voix sont allouées à un seul candidat IBK dans environ 1000. Et le même pourcentage dans au moins 300 BV pour le candidat Soumaila Cissé. Ce qui renforce les interrogations de la Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali sur la fiabilité des

chiffres et la transparence du scrutin. Ceci, d'autant plus que l'ensemble de ses constatations ne concerne que 6,3% des BV.

Ce qui aura largement suffi au candidat de l'opposition de rejeter systématiquement, avant même qu'ils ne soient proclamés officiellement, les résultats du second tour qui continuent d'être centralisés. « J'ai claqué la porte pour dénoncer les bourrages d'urnes que nous constatons dans les résultats qui nous arrivent du terrain... », a déjà lancé le candidat Soumaila Cissé au sein de la Commission de centralisation. Et d'argumenter son retrait en estimant que ce sont bien « des exemples patents de fraude ». « Nous n'accepterons pas la dictature de la fraude », a martelé, pour sa part Soumaila Cissé.

Les résultats officiels sont attendus mercredi.

MT

avoir la faveur des pronostics, eu égard aux résultats du premier tour, largement à sa faveur, c'est sans compter avec la détermination du second qui espère

Européenne (UE), l'Union se satisfait de la bonne tenue du scrutin : « Nos observateurs n'ont pas observé des fraudes, mais plutôt des problèmes d'irrégula-

Championnat de Maracana

Mcl, Elites, Renaissance, et Botafogo sur la dernière ligne droite

L'édition 2018 du championnat de Maracana amorce bientôt sa phase décisive. Après la première phase éliminatoire disputée dans la zone Lomé-Golfe qui compte beaucoup d'équipes, huit formations sur les 14 qui ont disputé la compétition étaient qualifiées pour la seconde phase. Cette seconde phase qui a démarré le 28 juillet 2018 a pris fin le samedi 11 août dernier à l'issue de la 3^{ème} et dernière journée disputée par les huit équipes en lutte pour les quatre billets qualificatifs. C'est le champion en titre, le Maracana Club de Lomé qui est sacré dans la zone Lomé-

Golfe avec 16 points. La formation entraînée par Donald Haliyaki le sélectionneur des équipes nationales de Maracana n'a eu son salut qu'au terme de sa dernière confrontation face au vice-champion en titre, Renaissance Maracana Club. Malgré la détermination des protégés d'Ambroise Dèlokonon, Mcl sort victorieux de la séance des tirs au but après le match nul. Les deux points obtenus par Mcl à l'issue de la finale du groupe entre les deux prétendants au titre, ont été très décisifs dans le classement final. Mcl est suivi d'Elites qui totalise aussi 16 points devançant



Une phase de jeu Renaissance-MCL

d'un et deux points Renaissance Mc et Botafogo. Les quatre équipes se qualifient ainsi pour la phase nationale. Elles seront re-

jointes par quatre autres équipes de l'intérieur du pays après la phase zonale. Les huit équipes réparties en deux poules de quatre se produiront pour la succession de Mcl, le champion en titre qui a détrôné la saison écoulée Renaissance Mc sacré deux fois consécutives. La bataille sera encore rude cette année entre les

deux équipes qui sont les têtes de pont du Maracana togolais. Outre cette phase nationale très attendue, les sélections vétérans et seniors se préparent activement pour la Can de la discipline qui se tient cette année en Côte d'Ivoire.

Del Jo

Eliminatoire Can U17

La sélection nationale décimée par le test IRM

Le Togo prend part du 2 au 15 septembre prochain au Niger au tournoi qualificatif de la zone B de l'Union des Fédérations Ouest- Africaines(Ufoa) pour la coupe d'Afrique des Nations des moins de 17 ans prévue en 2019 en Tanzanie.

En plus d'avoir démarré tardivement les préparatifs de cette compétition, la sélection nationale se trouve confrontée à un problème financier pour régler les problèmes administratifs. Le budget financier de la compétition difficile à cerner, la sélection cornaquée par Noutsoudjin Maurice et Amégan Didier a de la peine à entrevoir un exploit au Niger. Le Togo pourrait se retirer de la compétition,

évoquent certaines sources, qui touchent du doigt le retard dans le test IRM auquel devraient se soumettre les joueurs avant le début de la compétition. Il avait été demandé aux joueurs d'effectuer ce test à leur propre frais avant que le Comex de la FTF ne se ravise. Les

matchs amicaux contre des centres de formations sur le plan local qui n'ont pas eux aussi la compétition dans les jambes pour constituer de véritables sparring Partners censés forger le mental des U17 togolais qui seront en lutte dans la poule A face au Niger et au Ghana. Dans la poule B, le Burkina Faso, le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Bénin vont âprement disputer les deux billets qualificatifs pour les demi-finales à l'issue



Les Eperviers U17

problèmes de la sélection nationale se corsent au jour le jour. D'abord, il est très difficile pour le sélectionneur de mettre sur pied une équipe nationale U17 digne de ce nom à cause de l'absence d'un championnat de jeunes et comme si cela ne suffisait, l'argent, le nerf de la guerre devient un grand souci. Pendant que dans la zone, les différentes sélections en lice prennent le pouls de la compétition en livrant de véritables matches tests entre elles, comme le cas du tournoi triangulaire disputé la semaine écoulée à Ouagadougou entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, un tournoi dominé par les Aiglons du Mali, le Togo, par manque de moyens, se complaît dans de petits

desquelles les deux finalistes vont se produire pour le seul billet qualificatif pour la Can U17. Le vainqueur représentera donc la zone B de l'Ufoa. C'est la nouvelle formule instituée par la Caf pour les éliminatoires de la Can U17.

Les Eperviers cadets, face à cette improvisation, se voient désarmés avant d'affronter leurs adversaires de la poule A des pays qui ne ménagent aucun effort lorsqu'il s'agit du football à la base. Le test IRM a décimé la majeure partie de l'effectif. Sur 20 joueurs, 10 se voient recalés par ce test. Noutsoudjin Maurice et Amégan Didier doivent reconstituer un autre groupe à quelques jours de la compétition.

Del Jo

District N. 3/ tournoi de la rénovation : trophée Noutsoudjin Kossi

De chaudes empoignades en perspective

Après plusieurs mois de léthargie, le district N. 3 renoue avec les activités sportives. Cette rentrée revêt un double challenge, celui d'honorer l'ancien attaquant des Eperviers du Togo et celui d'assurer le baptême de feu au président par intérim de ce district, Sedzro Kossi, qui organise sa première activité après sa prise de fonction.

Après le lancement officiel de la compétition le 10 août dernier avec la présence effective du président du district et de Noutsoudjin Kossi, les empoignades commencent ce samedi sur le stade de Djifa Kpota. Les 16 clubs en lice répartis en quatre poules de quatre se rivalise-

compétition. « Je suis très ému de l'honneur qu'on fait à ma personne à travers ce tournoi. J'ai encore beaucoup de choses à apporter à ces jeunes qui vont honorer ma personne sur un terrain de foot », a confié Noutsoudjin Kossi. Pour sa part, le président par intérim du district à qui re-



Table d'honneur lors du lancement

ront d'ardeur pour le bouquet final. Deux matches sont prévus en ouverture de cette compétition, il s'agit des confrontations Espoir Fc-Aspat et AJA-Anges dans la poule A.

L'émotion fut grande pour l'ancien international togolais au sortir du lancement de la

vient la mission de conduire cette compétition à bon port, a invité les différentes équipes au fair-play et le public sportif à reprendre goût au football dans le district pour susciter l'engouement autour de la compétition.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac.(90 20 36 51)

Rédacteur en chef
Magloire TEKOU (91 44 38 79)

Rédacteurs
Loïcclas
Del-Jo
Magloire Têko
Isaac Tonyi

Correcteurs
Edgar K. DJISSENOU
Edson Dogbè

Stagiaire
Oscar Sékaya

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

TOUS À L'ÉCOLE

le prêt pour payer l'école de vos enfants



**BOA accompagne
la scolarité
de vos enfants**

www.boatogo.com



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

